



PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Le 7 janvier 2026



**Objet : Votre demande du 8 décembre 2025-N/Réf. : 2025-2026-92**

Madame,

La présente vise à répondre à votre demande d'accès reçue par courriel le 8 décembre 2025 qui se lit comme suit :

*a. Recevoir copie de tout document, rapport, compilation faisant état du nombre d'heures supplémentaires effectuées par les professionnels de la santé (Infirmières praticiennes spécialisées; Infirmières cliniciennes; Infirmières; Infirmières auxiliaires; Préposés aux bénéficiaires; Techniciens en imageries médicales; Techniciens en analyses biomédicales; Inhalothérapeutes; Nutritionnistes/diététistes; Pharmaciens; Techniciens en pharmacie) exerçant à l'Hôpital du Haut-Richelieu, du 1er avril 2019 au 31 mars 2025, ventilé par année, par type de professionnel.*

*b. Recevoir copie de tout document, rapport, compilation faisant état des coûts reliés aux heures supplémentaires effectuées par les professionnels de la santé (Infirmières praticiennes spécialisées; Infirmières cliniciennes; Infirmières; Infirmières auxiliaires; Préposés aux bénéficiaires; Techniciens en imageries médicales; Techniciens en analyses biomédicales; Inhalothérapeutes; Nutritionnistes/diététistes; Pharmaciens; Techniciens en pharmacie) exerçant à l'Hôpital du Haut-Richelieu, du 1er avril 2019 au 31 mars 2025, ventilé par année, par type de professionnel.*

Vous trouverez, en annexe, un document qui répond à votre demande. Il n'y a pas eu d'heures supplémentaires pour les techniciens en pharmacie.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à cet effet.

Veillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Catherine Bouchard  
Responsable substitut de l'accès aux documents  
administratifs

p.j. Note explicative  
Annexe

## **NOTE EXPLICATIVE AVIS DE RECOURS EN RÉVISION**

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1 (ci-après la Loi), vous pouvez demander une révision de la décision devant la Commission d'accès à l'information du Québec.

### **Révision**

#### **a) Pouvoir**

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit et elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

#### **Québec**

Bureau 2.36  
525, boul. René-Lévesque Est  
Québec (Québec) G1R 5S9  
Tél. : 418 528-7741  
Numéro sans frais : 1 888 528-7741  
Téléc. : 418 529-3102

#### **Montréal**

Bureau 900  
2045, rue Stanley  
Montréal (Québec) H3A 2V4  
Tél. : 514 873-4196  
Numéro sans frais : 1 888 528-7741  
Téléc. : 514 844-6170

#### **b) Motifs**

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 de la Loi (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

#### **c) Délais**

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans **les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).**

La Loi prévoit explicitement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).